

# A V I S

## de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics

sur

l'avant-projet de loi concernant l'intégration  
des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ain-  
si que l'action sociale en faveur des étrangers

Par dépêche du 20 janvier 1992, Monsieur le Ministre de la Famille et de la Solidarité a demandé l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics sur l'avant-projet de loi spécifié à l'intitulé.

D'après son exposé des motifs, cet avant-projet est basé sur la déclaration gouvernementale de 1989, qui a annoncé la mise en oeuvre de certaines mesures en faveur des immigrés. Le texte sous avis a donc pour but essentiel de réaliser, par la voie légale, le programme gouvernemental en matière d'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg.

La Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ne peut que féliciter le Gouvernement de son initiative en ce domaine alors que certains signes avant-coureurs ont clairement démontré l'importance que revêtent tous les efforts en faveur de l'intégration des étrangers, qualifiée de "meilleure arme contre toute forme de xénophobie" par l'exposé des motifs.

Ceci dit, la Chambre n'entend pas rentrer dans le détail de toutes les dispositions proposées pour mettre en oeuvre les mesures prévues. Elle limitera donc son avis à quelques remarques et recommandations particulières.

En premier lieu, la Chambre se demande s'il ne vaudrait pas mieux organiser les aides aux étrangers sur les plans régional et communal. En effet, le contact avec les personnes visées, de même que leur intégration dans la communauté, se font avant tout à ce niveau. Cette façon de procéder n'aurait d'ailleurs d'aucune manière mis obstacle à l'institution d'un organe de contrôle et de coordination.

Dans ce même ordre d'idées, la Chambre s'étonne que les principales communes, qui ont par la force des choses acquis une expérience certaine en la matière au cours des années passées, n'aient apparemment

pas été associées aux travaux d'élaboration du texte sous avis. La même remarque vaut également pour ce qui est de la concertation avec les organismes et les personnes qui, à l'heure actuelle déjà, oeuvrent pour l'intégration des étrangers "sur le terrain".

En ce qui concerne le "soutien accru de l'initiative privée", cité comme une des lignes directrices du projet, la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics estime qu'il faut toutefois veiller à éviter un foisonnement des activités, qui risquerait d'entraîner un conventionnement excessif de services et de prestations de tous genres. La loi ne pouvant évidemment pas régler la question dans tous ses détails, il appartiendra au pouvoir exécutif d'imposer des limites.

Sur un plan plus général, la Chambre constate que l'une ou l'autre des dispositions du projet est formulée d'une façon assez "positive". Or, d'une part, la Chambre estime qu'on ne doit pas nécessairement faire croire au lecteur-bénéficiaire de la future loi que les mesures prévues en sa faveur constituent un droit absolu découlant naturellement de son immigration au Luxembourg. D'autre part, la Chambre se demande, toujours au vu de la formulation textuelle de certaines dispositions du projet, si celles-ci ne créent pas des droits en faveur des non-nationaux dont ne bénéficient pas les Luxembourgeois eux-mêmes. A titre d'exemple, la Chambre se permet de citer les deux cas qui suivent:

- article 2, a): "s'occuper, en cas de besoin, du logement et de l'hébergement des étrangers";
- article 20, dernier tiret: "surveiller les conditions d'hygiène, de sécurité et de salubrité des logements mis à la disposition des étrangers".

En poursuivant à l'extrême les réflexions dans cette direction, un étranger pourrait même renoncer à la nationalité luxembourgeoise pour pouvoir continuer à profiter d'aides ou de services réservés exclusivement aux étrangers. Tel n'étant assurément pas le but du projet, la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics recommande au Gouvernement de reformuler d'une façon plus prudente les dispositions créant des droits nouveaux.

En ce qui concerne enfin les structures à créer en vue de la gestion des nouveaux services, la Chambre marque son accord avec les mesures prévues à cette fin, tout en invitant le Gouvernement à ne pas verser dans l'excessif.

Pour ce qui est des dispositions transitoires relatives au personnel (article 42), la Chambre a trois remarques à présenter.

Quant au fond, la Chambre prie Monsieur le Ministre de la Fonction Publique de bien vouloir vérifier si les mesures prévues aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 42 correspondent aux règles retenues dans l'Instruction du Gouvernement en conseil du 1er juillet 1988 fixant les conditions et les modalités de la fonctionnarisation d'employés dans le cadre des projets de loi portant création ou réorganisation des administrations de l'Etat.

Quant à la forme, la Chambre estime que le premier alinéa du paragraphe 4 devrait figurer à la fin de l'article 42 comme nouveau paragraphe 5. A ce moment, la référence aux "paragraphe 2 à 4 ci-dessus" sera correcte du fait que le dernier alinéa de l'article 42, qui est également visé, constituera alors le nouveau paragraphe 4.

Enfin, en ce qui concerne la bonification d'ancienneté, il y a lieu de dire correctement, au début du paragraphe 4, que "les restrictions prévues à (et non pas 'les modifications de') l'article 7 ... ne sont pas applicables".

Sous la réserve des remarques et recommandations qui précèdent, la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics marque son accord avec l'avant-projet de loi sous avis.

Ainsi délibéré en séance plénière le 4 mai 1992.

Le Secrétaire,

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'L. B. P.', written over a horizontal line.

Le Président,

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'W. Klein', written over a horizontal line.